

# Bulletin du FMI

Financement du monde Arabe

## Le Partenariat de Deauville s'étend à d'autres pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord

*Bulletin du FMI en ligne*  
10 septembre 2011



Dans un supermarché de Tripoli : le Partenariat pourrait être élargi à d'autres pays qui vivent des transformations historiques comme la Libye. (photo: Louafi Larbi/Reuters)

- Le Partenariat de Deauville s'étend à d'autres pays de la région et accueille la Libye en qualité d'observateur
- Les pays du Moyen Orient présentent leurs stratégies pour le moyen terme
- L'appui international est crucial pour la réalisation des objectifs des pays de la région

Le Groupe des Sept grands pays industrialisés plus la Russie a renforcé son appui aux pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord dans le cadre du Partenariat de Deauville, initiative lancée lors du Sommet tenu en mai dernier et salué la création d'une plateforme commune de coordination par les institutions financières internationales.

Le Groupe des Sept (G7) grands pays industrialisés, plus la Russie, a renforcé son appui aux pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord dans le cadre du Partenariat de Deauville – initiative [lancée](#) lors du Sommet tenu en mai dernier – et salué la mise en place de la plateforme commune de coordination des institutions financières internationales.

À sa réunion de Marseille (France), le Partenariat de Deauville entre pays industrialisés et pays ceux du Moyen Orient a accueilli deux nouveaux membres – la Jordanie et le Maroc – tandis que la [Libye](#) a pris part aux travaux en qualité d'observateur. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Qatar et la Turquie ont aussi rejoint le Partenariat pour soutenir le processus de transition politique et économique en cours dans les pays de la région. Le Partenariat s'est par ailleurs étoffé en accueillant neuf institutions financières internationales parmi lesquelles le Fonds monétaire international.

### Les défis économiques à relever

Dans un [communiqué](#), le Partenariat de Deauville a souligné que les récents événements observés dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) pourraient menacer la

stabilité macroéconomique à brève échéance. Dans un environnement mondial difficile qui se caractérise par l'exacerbation des risques financiers et la hausse des prix des produits de base, certains pays subissent une baisse de l'activité économique, du tourisme et des flux d'investissement, alors qu'ils connaissent un regain de tensions sociales lié à un niveau de chômage chronique élevé – des jeunes en particulier – et doivent répondre aux aspirations de leurs populations à plus de liberté et à un partage plus équitable de la prospérité économique.

Dans une [note](#) préparée pour la réunion, les services du FMI prévoient une détérioration des situations budgétaires, à mesure que les gouvernements continueront d'augmenter les subventions, les transferts et les salaires de la fonction publique, face à la montée des revendications sociales et pour réduire le chômage.

«Les transformations historiques en cours dans la région sont une occasion unique pour améliorer les conditions de vie et offrir un avenir plus prospère empreint d'une plus grande cohésion sociale aux populations de la région. Mais à brève échéance, cela veut aussi dire que nombre de pays de la région seront confrontés à des défis majeurs» a déclaré [Christine Lagarde](#), Directrice générale du FMI lors d'une conférence de presse.

Si l'augmentation des dépenses publiques est impérative pour préserver la cohésion sociale, il importe que les pays évitent de prendre des mesures qui auront une incidence budgétaire néfaste à long terme ou qui seront difficiles à démanteler plus tard, signale la note du FMI. Des subventions et des transferts mieux ciblés pourraient contribuer à libérer des ressources à consacrer à l'investissement dans les infrastructures et l'éducation, et à venir en aide aux plus démunis.

### **Des stratégies «endogènes»**

À cette réunion, les ministres des finances de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie ont chacun présenté leur stratégie nationale de réforme économique à moyen terme. Tout en étant adaptés à la situation de chaque pays, ces stratégies démontrent une volonté commune de renforcer la gouvernance, de promouvoir la cohésion économique et sociale, la création d'emploi, l'appui à une croissance tirée par le secteur privé, ainsi que l'intégration régionale et mondiale. Ces stratégies énoncent aussi les attentes des pays en matière d'appui du Partenariat.

### **Un appui international est crucial**

La réunion du [Partenariat de Deauville](#) s'est déroulée à un moment où la région Moyen Orient et Afrique du Nord connaît un regain de tensions sociales et financières. Les conditions financières mondiales difficiles – ajoutées à un sentiment de risques exacerbés – compliquent l'accès aux financements extérieurs. La région aura donc besoin d'un appui international afin de poursuivre les progrès réalisés jusqu'à présent.

«Si les stratégies nationales cernent bien les tâches difficiles que les pays doivent accomplir, il importera tout autant que la communauté internationale accompagne ce processus » a ajouté Christine Lagarde.

L'assistance de la communauté internationale pourrait prendre de multiples formes, ont souligné les dirigeants des institutions financières internationales dans leur déclaration. L'aide au développement seule ne sera pas suffisante et les institutions devront aussi prendre leur part de prestation d'assistance technique et contribuer à l'élaboration de politiques économiques appropriées. Les produits et la main d'œuvre des pays du Moyen Orient doivent également disposer d'un meilleur accès aux marchés des pays développés pour que la région puisse développer son capital humain, accroître le rôle du secteur privé et éviter de devenir tributaire de l'aide extérieure.

Afin de mieux coordonner leurs interventions, les institutions financières internationales ont décidé de créer une [plateforme de coordination](#) dédiée au Partenariat pour «favoriser l'échange d'information et la compréhension mutuelle; coordonner le suivi et les données relatives à la mise en œuvre du Partenariat de Deauville; et pour identifier les possibilités de collaboration en matière de financement, d'assistance technique, de conseils de politiques en général et d'analyse».

### **Le FMI reconnaît le nouveau gouvernement libyen**

À la clôture de la réunion de Marseille le 10 septembre, le FMI a annoncé qu'il reconnaît le Conseil national de transition de la [Libye](#) comme le gouvernement de ce pays en conflit.

«Nous sommes prêts à aider les autorités par notre assistance technique, nos conseils de politique et notre appui financier, si elles en font la demande, au moment où la Libye engage le processus de reconstruction de son économie» a conclu M<sup>me</sup> Lagarde.